



**Comité interministériel pour la coopération au développement  
Compte-rendu de la réunion du 17 juillet 2020 (visio-conférence)**

**Base légale :**

- Loi du 9 mai 2012 modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement.
- Règlement grand-ducal du 7 août 2012 fixant la composition et le fonctionnement du Comité interministériel pour la coopération au développement.

**Agenda**

- 1) Opening remarks
- 2) Presentation of the 2020 edition of the Commitment for Development Index by Mr Ian Mitchell, Co-Director of Development Cooperation in Europe and Senior Policy Fellow/CGD
- 3) Questions & Answers
- 4) Synthesis and Closing remarks

**1) Opening remarks**

Le président ouvre la réunion en remerciant Ian Mitchell, directeur adjoint Europe du [Center for Global Development](#), et son équipe pour leur disponibilité à présenter les résultats de l'édition 2020 de l'[Indice d'engagement pour le développement](#) (CDI) en ces temps difficiles induits par la crise sanitaire liée à la COVID-19. Il rappelle la qualité des débats que les délégués du CID ont eu avec les experts du CGD à l'occasion de la présentation du CDI en 2018 et remarque que le CDI permet d'alimenter concrètement les échanges au sujet de la cohérence des politiques pour le développement. A cet égard, il indique que ces échanges permettent également d'induire des analyses plus profondes qui peuvent mener à la prise d'actions spécifiques par la Coopération luxembourgeoise comme en témoigne l'adhésion récente du Luxembourg à l'initiative internationale pour la transparence de l'aide (IATI) afin d'améliorer la qualité du suivi et de l'évaluation des données liées aux actions de coopération au développement. Il est rappelé

que la Coopération luxembourgeoise fait partie d'un consortium de pays et organisations qui apporte un soutien financier au CGD, et ce depuis 2017.

## 2) Presentation of the 2020 edition of the Commitment for Development Index

En guise d'introduction, Ian Mitchell, directeur adjoint Europe du Center for Global Development, rappelle que l'indice d'engagement pour le développement (CDI) montre que la réduction de la pauvreté dans les pays en développement n'est pas simplement un résultat de l'aide publique au développement (APD). L'objectif de l'indice est d'attirer l'attention sur l'effet d'entraînement des politiques et sur la manière dont celles-ci affectent la vie des populations des pays à revenu faible ou intermédiaire. En mesurant et en classant les politiques, le CGD a la volonté de provoquer un débat sur les politiques qui font une différence au niveau du développement et, en fin de compte, à promouvoir la réforme des politiques dans le but d'augmenter la cohérence des politiques, et de réduire les inégalités et la pauvreté dans le monde. C'est à cette fin que le CDI mesure, analyse et compare la contribution des politiques des pays développés.

Bien que le CDI ait déjà évolué depuis sa création en 2003, le CGD a lancé un processus de révision plus fondamental de l'indice en 2017 pour évaluer dans quelle mesure celui-ci reflète la réalité en évolution et pour garantir sa pertinence à long terme face aux nouveaux défis mondiaux et aux nouveaux acteurs du secteur du développement. En 2019, le CDI n'a ainsi pas été publié pour permettre sa révision, suivie par la publication des résultats de la nouvelle version, le 25 juin 2020. M. Mitchell note que le Luxembourg a activement contribué à ce processus de révision de 2017 à 2020 et indique que les principaux ajustements concernent : (i) l'inclusion des acteurs émergents du développement, y compris les pays du BRICS et du G20; l'Arabie Saoudite, l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, Israël, le Mexique, la Russie, l'Afrique du Sud, la Turquie et les Émirats arabes unis ont été ajoutés à la liste des pays évalués, qui s'est par conséquent allongée de 27 pays en 2018 à 40 pays en 2020 ; (ii) l'inclusion de nouveaux indicateurs sur des questions prioritaires telles que le genre, et ; (iii) une pondération des points ajustée sur base des revenus de différents pays.

M. Mitchell procède ensuite à la présentation des principaux agrégats appréciés dans le cadre du CDI 2020 dans le cadre duquel le Luxembourg figure en 6<sup>ème</sup> position (13<sup>ème</sup> en 2017, 5<sup>ème</sup> en 2018), ce qui confirme selon le CGD son engagement fort pour le développement.

La présentation powerpoint du CGD sur le CDI 2020 ainsi que la documentation (cf. fiche – Commitment to Development Index 2020/Luxembourg) partagée en amont de la réunion avec les délégués du CID est jointe en annexe du présent compte-rendu.

## 3) Questions & Answers

Le président remercie l'équipe de CDG pour la présentation en précisant que les données fournies feront l'objet d'une analyse interne plus approfondie. Il invite les délégués à réagir et ouvre la session de « questions et réponses » avec les observations et demandes de clarification suivantes : (i) Rappel que l'aide publique au développement (APD) du Luxembourg en 2018 et 2019 se situait au-delà d'1% de son revenu national brut (RNB) et que celle-ci n'inclut pas la finance climatique internationale et l'aide interne liée à l'accueil de réfugiés => question de savoir pourquoi le CDG ne reprend qu'un ratio de

0,97% APD/RNB; (ii) Les CDI précédents incluait une mesure liée à la qualité de l'APD => dans quelle mesure cet indicateur est-il désormais pris en compte dans le CDI ? ; (iii) dans quelle mesure l'indicateur sur la finance durable tient compte des actions du Luxembourg en matière de finance verte, tenant compte que celle-ci devrait à priori permettre de mitiger la notation moins favorable sur la composante « environnement » du CDI ?; (iv) Le Luxembourg se situant en position défavorable lorsque les scores d'indicateurs sont ajustés par pays en fonction de leur revenu national brut, quelles seraient les mesures à préconiser pour améliorer ce score à l'avenir ? Ian Mitchell revient sur les points soulevés en indiquant que l'indicateur « development finance » ne tient en effet pas compte du fait que le Luxembourg n'inclut pas, à l'instar d'autres pays, les dépenses liées à l'accueil de réfugiés sur le territoire national tandis que la finance climatique devrait, à priori, être incluse sous la composante « development finance ». Il indique que le CDG va vérifier ce dernier point et revenir avec des précisions envers le MAEE/Direction de la Coopération au Développement et de l'Action humanitaire (MAEE/DCD). Au sujet de la qualité de l'APD il indique que celle-ci est toujours prise en compte sous l'indicateur « development finance » et son sous-agrégat « Poverty and Fragility focus ». Il est précisé que la qualité de l'aide est en outre appréciée dans un indicateur séparé du CDI, intitulé « Quality of ODA » ([QuODA](#)) élaboré par le CGD et la *Brookings Institution*.

Christine Herzele (MAVDR) se montre surprise que la composante « commerce » attribue un score relativement négatif au Luxembourg concernant le recours aux subsides agricoles et que ces derniers soient systématiquement désignés comme faussant les termes d'échanges (trade-distorting). Elle précise par ailleurs qu'un nombre élevé de subsides dans le domaine agricole sont attribués afin que la production agricole soit mieux alignée sur les standards de durabilité environnementale et s'interroge si ces importantes nuances sont prises en compte par le CGD. Afin de mieux comprendre les chiffres présentés par le CGD, elle souhaite obtenir davantage d'informations sur la méthodologie de calcul et les sources des données utilisées par le CGD pour aboutir à ces conclusions qui selon elle fournissent une appréciation non-fidèle de la situation réelle. L'équipe du CGD répond que l'ensemble des données utilisées pour le calcul sont issues du système de notification des pays créanciers (SNPC) de l'OCDE et reconnaît que certaines imprécisions peuvent exister sur le plan de ces données qui nécessiteraient par ailleurs souvent une analyse plus approfondie sur des points précis. Le CGD reviendra envers Mme Herzele pour partager avec elle les détails relatifs à la méthodologie employée et les données utilisées pour le Luxembourg.

Georges Heinen (Min.Fin) demande à avoir des clarifications du CGD sur les points ci-après : (i) Comment et dans quelle mesure le CGD tient compte dans ses calculs du CDI des effets induits par les travailleurs frontaliers au Luxembourg afin d'éviter d'éventuelles distorsions (p.ex. concernant les combustibles fossiles) ?; (ii) Pourquoi l'action du Luxembourg en matière de finance verte n'est pas davantage intégrée dans les statistiques servant au renseignement des indicateurs du CDI ?; (iii) Quelle est la définition utilisée dans la composante « development finance » concernant les modalités d'APD prises en compte (p.ex. subventions, prêts concessionnels, etc.) ? ; (iv) Est-ce que le CDI intègre une mesure pour apprécier le rôle joué par le secteur public en tant que « leveraging partner » pour mobiliser des ressources de fonds privés ? L'équipe du CGD précise que les effets éventuels liés aux travailleurs frontaliers n'est pas pris en compte dans les calculs et que cet état de fait peut en effet induire certaines imprécisions. Concernant le score défavorable concernant les combustibles fossiles, le CGD précise que les taxes et accises relativement modestes du Luxembourg y contribuent. Au sujet de la finance verte, le CGD indique qu'il

s'appuie sur les sources de données disponibles auprès de l'OCDE tout en se montrant ouvert à vérifier/revoir ses calculs sur base des chiffres qui lui seraient fournis par le ministère des Finances luxembourgeois. Le CGD précise que le calcul des volumes d'APD pour la composante « development finance » ne tient compte que de subventions non-remboursables. Enfin, il est indiqué que le CDI n'intègre pas de chiffres qui mesurent le rôle joué par le secteur public pour faciliter la mobilisation de fonds privés, étant donné qu'il ne s'agirait selon eux que d'un pourcentage infime de l'APD totale et que des données fiables à cet égard seraient par ailleurs difficiles à obtenir.

Marguy Kohnen (MECDD) remarque que la non-inclusion dans les statistiques des effets induits à travers les travailleurs frontaliers induit également des distorsions sur le plan du RNB luxembourgeois et qu'il serait utile de tenir compte de ces éléments, comme ils peuvent avoir une forte incidence pour le calcul de statistiques dans le cas du Luxembourg. Au sujet des données environnementales et climatiques utilisées pour le CDI 2020, elle informe le CGD qu'il serait également utile de tenir compte à l'avenir des orientations et objectifs déclinés dans le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC, 2021-2030) qui constitue la base de la politique climatique et énergétique du Luxembourg en définissant les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique à l'horizon 2030. Au sujet des émissions de gaz à effet de serre qui sont comptabilisées au titre des importations du Luxembourg, elle rappelle qu'il s'agit ici d'un défi structurel qui a déjà été soulevé à de maintes reprises auprès des instances internationales. Elle informe par ailleurs l'équipe du CGD que le Conseil Supérieur pour le développement durable luxembourgeois travaille sur la définition d'une approche qui permettrait de rendre compte de l'empreinte écologique d'ensemble du Grand-Duché. Ian Mitchell remercie Mme Kohnen pour les éléments partagés et indique qu'il est en effet difficile de tenir compte de nuances spécifiques sur la base de chiffres qui sont pour la plupart générés à partir de données statistiques internationales, publiquement disponibles. Il rajoute par ailleurs que le CGD partagera les données utilisées pour le calcul des émissions de gaz à effet de serre incluses dans les importations du Luxembourg.

Concernant l'engagement du Luxembourg dans les pays fragiles et les déficiences mises en avant par le CGD au sujet du rapportage de données par le Luxembourg pour la composante « sécurité », Rol Reiland (MAEE) remarque que le Luxembourg a repris depuis 2020 le déploiement de militaires au Mali dans le cadre de la MINUSMA et de la mission de formation de l'Union européenne (EUTM). Le CGD précise que les sources de données utilisées pour la composante « sécurité » datent d'au moins un an ou plus et qu'elles comprennent des données issues du Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (DPKO) ainsi que d'autres sources non-onusiennes.

Nicole Ikuku (Cercle de Coopération des ONGD) demande si et dans quelle mesure le CGD procède à des comparaisons dans le temps en ce qui concerne les scores obtenus par les pays dans le cadre des CDI successifs ; ceci dans une logique notamment de pouvoir suivre l'évolution que les pays auraient dans les différentes composantes mesurées. Ian Mitchell indique qu'un tel exercice serait intéressant à mener sur la base des quinze dernières années depuis que le CDI est élaboré. Toutefois, il précise que les modifications de méthodologie apportées au fil des années dans le calcul des indicateurs risqueraient d'induire d'importantes distorsions et qu'un exercice comparatif entre les CDI annuels n'aurait donc qu'une valeur relative.

#### 4) Synthesis and Closing remarks

Le président remercie les délégués du CID et l'équipe du CGD pour la qualité des échanges et invite les acteurs concernés à partager d'éventuelles données et demandes de clarification additionnelles de manière bilatérale en précisant que le secrétariat du CID facilitera la mise en contact. Il propose que les conclusions de ces échanges soient partagées avec les délégués au cours d'une prochaine réunion du CID.

\*\*\*

#### Annexes:

- The Commitment to Development Index – 2020 – Luxembourg Results (powerpoint du 17 juillet 2020)
- Commitment to Development Index – 2020 – Overall Results
- Commitment to Development Index – 2020 – Résultats du Luxembourg



THE COMMITMENT TO DEVELOPMENT  
INDEX 2020

# The Commitment to Development Index 2020: Luxembourg results

Center for Global Development

Ian Mitchell  
Lee Robinson





# CDI Background





## History and Purpose

- First Launch 2003: 21 OECD countries
- Measuring, scoring & comparing on policies for development
- Beyond Aid: Include non-traditional measures of dev. Policy
- Stimulate informed debate, underpin policy coherence discussions
- Encourage a 'race to the top' on development







## CDI Review

- Since 2018 – holistic review
- Bring CDI up to date: reflect today's thinking and dev. landscape
- Consultations: Leading thinkers, CGD experts, country feedback
- Changes:
  - Methodology: New indicators and approaches
  - Country Coverage: 13 new, including LMIC & UMIC
  - Website





## CDI Review

- Since 2018 – holistic review
- Bring CDI up to date: reflect today's thinking and dev. landscape
- Consultations: Leading thinkers, CGD experts, country feedback
- Changes:
  - Methodology: New indicators and approaches
  - Country Coverage: 13 new, including LMIC & UMIC
  - Website: <https://www.cgdev.org/cdi#/>





# CDI Structure



## COMMITMENT TO DEVELOPMENT INDEX



<b>DEVELOPMENT FINANCE</b>	Quantity Multilateral Support Poverty and Fragility Focus Effective Practice	DEVELOPMENT FINANCE
<b>INVESTMENT</b>	Anti-corruption Business & Human Rights Natural Resources Financial Secrecy Investment Agreements	EXCHANGE
<b>MIGRATION</b>	Migrant Inflow Female Immigrants Refugee Hosting International Migration Conventions Integration Policies	
<b>TRADE</b>	Tariff Average Tariff Peaks Agricultural Subsidies Trade Logistics Services Trade Restrictiveness	
<b>ENVIRONMENT</b>	Greenhouse Gas Emissions Fossil Fuel Production Fossil Fuel Support Carbon Pricing Fishing Subsidies International Environmental Conventions	GLOBAL PUBLIC GOODS
<b>SECURITY</b>	Peacekeeping Contributions Female Peacekeepers Sea Lanes Protection Arms Trade Value Conflict Potential of Arms Exports International Security Conventions Antimicrobial Resistance Global Health Security	
<b>TECHNOLOGY</b>	Government Support Tax Incentives Foreign Students Female Students Research Collaboration Intellectual Property Rights	





# CDI Website

<https://www.cgdev.org/cdi#/>



The UK takes 4th with strong contributions to global security, investment, & development finance. The US takes 18th, with strong contributions on security & trade, but low scores on diffusing technology & safeguarding the environment.

[About CDI and key findings](#)

COUNTRY GROUP

INCOME-ADJUSTED RANKINGS

[PRINT RESULTS](#)

Rank ↓	Score	OVERALL	Development Finance <sup>?</sup> DEVELOPMENT FINANCE	Exchange <sup>?</sup> INVESTMENT	MIGRATION	TRADE	Global Public Goods <sup>?</sup> ENVIRONMENT	SECURITY	TECHNOLOGY
1	100	Sweden	93%	82%	100%	88%	92%	93%	38%
2	81	France	52%	91%	33%	74%	97%	93%	83%
3	78	Norway	96%	81%	63%	24%	75%	88%	74%
4	77	United Kingdom	83%	94%	22%	80%	90%	100%	38%
5	73	Germany	69%	88%	50%	91%	84%	77%	32%
6	72	Luxembourg	100%	52%	60%	69%	49%	67%	100%



# Challenges and Limitations

- Metrics: Quantitative, Cross Country, Comparable
  - Case Study or qualitative deep dive not feasible
- Data Gaps
  - Particularly for some newer countries
- Comparing results for diverse group
  - Income adjusting results





# Key Results

Rank ↓	Score	OVERALL	Development Finance ⓘ	Exchange ⓘ	MIGRATION	TRADE	Global Public Goods ⓘ	SECURITY	TECHNOLOGY
			DEVELOPMENT FINANCE	INVESTMENT			ENVIRONMENT		
1	100	Sweden	93%	82%	100%	88%	92%	93%	38%
2	81	France	52%	91%	33%	74%	97%	93%	83%
3	78	Norway	96%	81%	63%	24%	75%	88%	74%
4	77	United Kingdom	83%	94%	22%	80%	90%	100%	38%
5	73	Germany	69%	88%	50%	91%	84%	77%	32%
6	72	Luxembourg	100%	52%	60%	69%	49%	67%	100%
7	71	Netherlands	72%	65%	44%	100%	81%	94%	31%
8	70	Australia	45%	76%	38%	99%	47%	93%	97%



## Key Results

- Luxembourg Sixth Place: Best on Development Finance and Technology
- Sweden first place: Good on hosting migrants and refugees and integration policies
- France Second: Second on environment and Third on investment
- Norway Third: strong on development finance, migration, and new gender indicators
- UK and Germany Fourth and Fifth. UK good on security. Germany good on investment, migration and trade



# Luxembourg Results







## CDI: 6th

- Development Finance: 1<sup>st</sup>
- Investment: 26<sup>th</sup>
- Migration: 4<sup>th</sup>
- Trade: 19<sup>th</sup>
- Environment: 36<sup>th</sup>
- Security: 26<sup>th</sup>
- Technology: 1<sup>st</sup>

Country	Rank
Sweden	1
France	2
Norway	3
United Kingdom	4
Germany	5
Luxembourg	6
Netherlands	7
Australia	8
Austria	9
Denmark	10
Belgium	11
Finland	12
Switzerland	13
Canada	14
New Zealand	15
Portugal	16
Italy	17
United States	18
Ireland	19
Spain	20
Japan	21
Czechia	22
Chile	23
Hungary	24
South Africa	25
South Korea	26
Slovak Republic	27
Greece	28
Turkey	29
Brazil	30
Poland	31
Mexico	32
Argentina	33
Indonesia	34
China	35
Russia	36
India	37
Israel	38
Saudi Arabia	39
UAE	40



# Development Finance: 1st

- 2nd on Development Finance Quantity
  - 0.097% of GNI delivered as concessional Dev Finance
- 4th on Development Finance Quantity
  - Strong Poverty Focus
  - Untied, Transparent & Timely
  - Core multilateral = 30%
  - Ownership – low response rate

Rank	Country	Score as % of best
1	Luxembourg	100%
2	Norway	96%
3	Sweden	93%
4	Turkey	85%
5	United Kingdom	83%
6	Denmark	81%
7	Belgium	78%
8	Ireland	73%
9	Netherlands	72%
10	Germany	69%
11	UAE	67%
12	Finland	65%
13	Switzerland	62%
14	Canada	53%
15	France	52%
16	Italy	50%
17	Saudi Arabia	49%
18	Japan	48%
19	Portugal	47%
20	United States	47%
21	Australia	45%
22	Brazil	44%
23	Spain	43%
24	Greece	42%
25	Austria	42%
26	Slovak Republic	42%
27	Czechia	41%
28	Hungary	41%
29	South Africa	41%
30	Chile	40%
31	Argentina	38%
32	Mexico	38%
33	Indonesia	37%
34	South Korea	36%
35	Poland	34%
36	New Zealand	29%
37	Russia	25%
38	India	1%
39	Israel	1%
40	China	0%



## Investment: 26th

- **Anti-Corruption: Joint 22<sup>nd</sup>**
  - Little/No Enforcement of OECD Anti-Bribery Convention
- **Business & Human Rights: Joint 14<sup>th</sup>**
  - Lux has National Action Plan on Business & Human Rights
  - NCP Formed but no NCP Peer Reviews to date
- **International Investment Agreements: 28<sup>th</sup> (Bel-Lux Union)**
- **Financial Secrecy: 13th**
  - Strong Requirements: Country by Country Reporting
  - Auto Info Exchange, Bilateral Treaties, Intl. Legal Cooperation

Rank	Country	Score
1	Canada	100%
2	United Kingdom	94%
3	France	91%
4	Italy	90%
5	Germany	88%
6	Sweden	82%
7	Norway	81%
8	Australia	76%
9	United States	72%
10	Japan	72%
11	Finland	72%
12	Belgium	70%
13	Ireland	68%
14	Mexico	66%
15	Portugal	65%
16	Netherlands	65%
17	Switzerland	64%
18	Spain	64%
19	Hungary	61%
20	Denmark	60%
21	Austria	59%
22	Czechia	58%
23	New Zealand	56%
24	Slovak Republic	55%
25	Greece	53%
26	Luxembourg	52%
27	Israel	51%
28	Poland	49%
29	Brazil	49%
30	South Korea	48%
31	South Africa	47%
32	Chile	45%
33	Argentina	43%
34	India	42%
35	Indonesia	34%
36	China	32%
37	Turkey	18%
38	Russia	17%
39	Saudi Arabia	9%
40	UAE	0%



# Migration: 4th

- Migrant Inflow: 2nd
  - ≈ 23,000 migrants 2017 (40 per 1,000 pop) – poverty weighted
- Female Migrants: 30<sup>th</sup>
  - 46% of migrants
- Integration Policies: 10<sup>th</sup>
- Refugee Hosting: 13<sup>th</sup>
  - 3.38 per 1,000 population in 2018
- International Conventions: Joint 14<sup>th</sup>
  - Ratified Human Trafficking Protocol
  - Not Ratified Migrant Workers or Migration for Employment Conventions

Rank	Country	Score as % of best
1	Sweden	100%
2	Turkey	71%
3	Norway	63%
4	Luxembourg	60%
5	Germany	50%
6	New Zealand	49%
7	Canada	49%
8	Belgium	48%
9	Netherlands	44%
10	Austria	43%
11	Portugal	43%
12	Switzerland	41%
13	Australia	38%
14	Spain	37%
15	Brazil	36%
16	Finland	36%
17	Italy	34%
18	France	33%
19	United States	33%
20	Denmark	31%
21	Chile	30%
22	Argentina	28%
23	South Korea	28%
24	United Kingdom	22%
25	Israel	20%
26	China	20%
27	Ireland	18%
28	Greece	18%
29	Russia	17%
30	South Africa	17%
31	India	16%
32	UAE	16%
33	Indonesia	16%
34	Saudi Arabia	16%
35	Japan	15%
36	Mexico	13%
37	Czechia	10%
38	Hungary	9%
39	Poland	6%
40	Slovak Republic	0%



## Trade: 4th

- Tariff Averages: Joint 3<sup>rd</sup> (with other EU member states)
- Tariff Peaks: Joint 6<sup>th</sup> (with other EU member states)
- Agricultural Subsidies: 33<sup>rd</sup>
  - Subsidies considered 'trade-distorting' comprise 20.8% of farm output
- Trade Logistics: 20<sup>th</sup>
  - Mid Table scores on Customs Procedures and Trade Infrastructure
  - Score from World Bank Index
- Services Trade Restrictiveness: 18<sup>th</sup>
  - Score from OECD Index covering 22 sectors

Rank	Country	Score as % of best
1	Netherlands	100%
2	Australia	99%
3	New Zealand	95%
4	Germany	91%
5	Sweden	88%
6	Finland	86%
7	Japan	83%
8	United States	82%
9	Denmark	81%
10	United Kingdom	80%
11	Chile	79%
12	Austria	78%
13	Spain	78%
14	France	74%
15	Belgium	74%
16	Italy	73%
17	Canada	72%
18	Czech Republic	72%
19	Luxembourg	69%
20	Portugal	68%
21	UAE	63%
22	Slovak Republic	60%
23	Ireland	59%
24	Hungary	55%
25	Poland	53%
26	Israel	49%
27	Switzerland	48%
28	Greece	47%
29	Saudi Arabia	40%
30	South Africa	39%
31	China	25%
32	Russia	25%
33	Norway	24%
34	South Korea	19%
35	Turkey	19%
36	Mexico	17%
37	Indonesia	11%
38	Argentina	5%
39	India	1%
40	Brazil	0%



# Environment: 36th

- GHG Emissions: 39<sup>th</sup>
  - Emissions ≈ 36 tonnes per capita is high (average is 15)
  - Direct emissions (17 tonnes) and emissions embodied in imports (19 tonnes)
- Carbon Pricing: 23<sup>rd</sup>
  - \$6.44 additional per tonne emitted through EU’s ETS (vs \$11 average; SWE \$60)
- Fossil Fuel Production and support:
  - No Production
  - V low : 0.01% of GNI across oil, gas, coal, electric (average is 0.72%)
- Fishing Subsidies (none) and Environment Treaties (all)

Rank	Country	Score as % of best
1	Chile	100%
2	France	97%
3	Spain	96%
4	India	95%
5	Portugal	95%
6	Hungary	93%
7	Sweden	92%
8	Italy	91%
9	Slovak Republic	90%
10	United Kingdom	90%
11	Greece	88%
12	Brazil	87%
13	Czech Republic	84%
14	Germany	84%
15	Austria	83%
16	Indonesia	82%
17	Denmark	82%
18	Mexico	82%
19	Netherlands	81%
20	Poland	80%
21	Switzerland	80%
22	Japan	79%
23	Belgium	77%
24	China	77%
25	Finland	77%
26	Norway	75%
27	New Zealand	74%
28	Ireland	73%
29	South Korea	73%
30	Argentina	68%
31	South Africa	66%
32	Israel	62%
33	Turkey	61%
34	Russia	54%
35	United States	53%
36	Luxembourg	49%
37	Australia	47%
38	Canada	42%
39	Saudi Arabia	17%
40	UAE	0%



# Security: 26th

- Peacekeeping: 22nd
  - 0.026% of GNI towards UN financial and non-UN troop contributions
- Female Peacekeepers: 37<sup>th</sup>
  - No UN troops, no data: scored as 0
- Arms Trade Volume: 2nd
  - Just 0.0012% of GNI in arms exports
- Conflict Potential of Arms Exports: 1<sup>st</sup>
  - Importers of Lux arms = low potential for conflict
- Security Treaties: Joint 1<sup>st</sup>
  - Signed up to all treaties assessed

Rank	Country	Score as % of best
1	United Kingdom	100%
2	Austria	96%
3	United States	96%
4	Netherlands	94%
5	Denmark	94%
6	Ireland	94%
7	France	93%
8	Sweden	93%
9	Australia	93%
10	Norway	88%
11	Finland	88%
12	Switzerland	84%
13	Hungary	83%
14	Germany	77%
15	South Africa	76%
16	Czechia	76%
17	Portugal	75%
18	Greece	75%
19	Slovak Republic	75%
20	Canada	74%
21	Italy	74%
22	New Zealand	73%
23	Spain	70%
24	Belgium	70%
25	Japan	69%
26	Luxembourg	67%
27	Poland	65%
28	South Korea	62%
29	Brazil	57%
30	Indonesia	57%
31	Mexico	54%
32	Argentina	54%
33	Chile	53%
34	Turkey	45%
35	India	45%
36	China	45%
37	Russia	36%
38	UAE	36%
39	Saudi Arabia	30%
40	Israel	0%





# Security: 26th

- Antimicrobial Resistance: 22<sup>nd</sup>
  - Relatively high consumption: 29.4 DDD/1000
- AMR Governance Rated 68%
- Global Health Security: 40<sup>th</sup>

Scores (of 100%):

	Score	I. Prevent	II. Detect	III. Respond	V. Norms
Luxembourg	36.3	18.0	40.0	31.6	55.6

Rank	Country	Score as % of best
1	United Kingdom	100%
2	Austria	96%
3	United States	96%
4	Netherlands	94%
5	Denmark	94%
6	Ireland	94%
7	France	93%
8	Sweden	93%
9	Australia	93%
10	Norway	88%
11	Finland	88%
12	Switzerland	84%
13	Hungary	83%
14	Germany	77%
15	South Africa	76%
16	Czechia	76%
17	Portugal	75%
18	Greece	75%
19	Slovak Republic	75%
20	Canada	74%
21	Italy	74%
22	New Zealand	73%
23	Spain	70%
24	Belgium	70%
25	Japan	69%
26	Luxembourg	67%
27	Poland	65%
28	South Korea	62%
29	Brazil	57%
30	Indonesia	57%
31	Mexico	54%
32	Argentina	54%
33	Chile	53%
34	Turkey	45%
35	India	45%
36	China	45%
37	Russia	36%
38	UAE	36%
39	Saudi Arabia	30%
40	Israel	0%





# Technology: 1st

## *Technology Production*

- Government Support: 4th
  - 0.91% of GNI directly allocated to R&D
- Tax Incentives: 35th
  - -0.01% of GNI realised as R&D subsidies

Rank	Country	Score as % of best
1	Luxembourg	100%
2	Australia	97%
3	South Korea	91%
4	France	83%
5	South Africa	74%
6	Norway	74%
7	New Zealand	72%
8	Switzerland	64%
9	Austria	60%
10	Saudi Arabia	57%
11	Canada	55%
12	Russia	54%
13	Japan	45%
14	China	41%
15	Belgium	41%
16	Argentina	40%
17	UAE	40%
18	Portugal	39%
19	Czechia	39%
20	Sweden	38%
21	United Kingdom	38%
22	Israel	37%
23	Denmark	34%
24	Finland	32%
25	Germany	32%
26	Netherlands	31%
27	United States	24%
28	Brazil	19%
29	Indonesia	18%
30	Italy	17%
31	Ireland	15%
32	Mexico	14%
33	Hungary	13%
34	Chile	12%
35	India	11%
36	Slovak Republic	10%
37	Spain	10%
38	Turkey	9%
39	Poland	4%
40	Greece	0%





# Technology: 1st

## *Technology Diffusion*

- **Foreign Students: 1st**
  - Welcomed approx. 73,000 tertiary students. When poverty Weighted = 1<sup>st</sup> place
- **Female Students: 20th**
  - 50.4% of tertiary foreign students female
- **Research Collaboration: 5<sup>th</sup>**
- **IPR and TRIPS: Joint 22<sup>nd</sup> (with other EU member states)**

Rank	Country	Score as % of best
1	Luxembourg	100%
2	Australia	97%
3	South Korea	91%
4	France	83%
5	South Africa	74%
6	Norway	74%
7	New Zealand	72%
8	Switzerland	64%
9	Austria	60%
10	Saudi Arabia	57%
11	Canada	55%
12	Russia	54%
13	Japan	45%
14	China	41%
15	Belgium	41%
16	Argentina	40%
17	UAE	40%
18	Portugal	39%
19	Czechia	39%
20	Sweden	38%
21	United Kingdom	38%
22	Israel	37%
23	Denmark	34%
24	Finland	32%
25	Germany	32%
26	Netherlands	31%
27	United States	24%
28	Brazil	19%
29	Indonesia	18%
30	Italy	17%
31	Ireland	15%
32	Mexico	14%
33	Hungary	13%
34	Chile	12%
35	India	11%
36	Slovak Republic	10%
37	Spain	10%
38	Turkey	9%
39	Poland	4%
40	Greece	0%



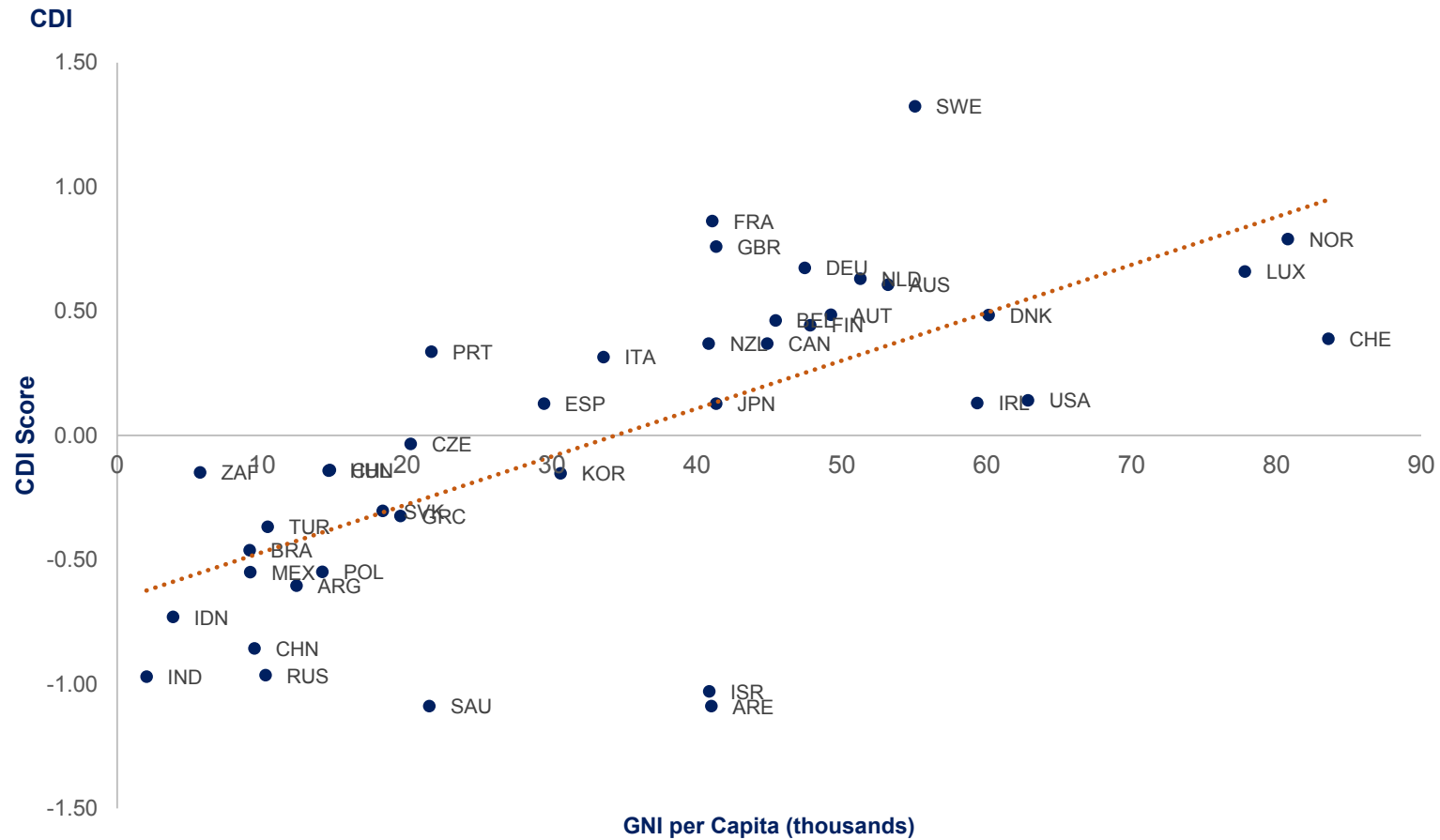
# Income-adjusting

- CDI measures policy effort relative to country size
- But what about income level?
  - India = income per head of \$2k
  - China = \$10k
  - US = >\$60k
  - Norway = \$80k
- Income-adjusted results:
  - Performance *relative to expectations* based on income



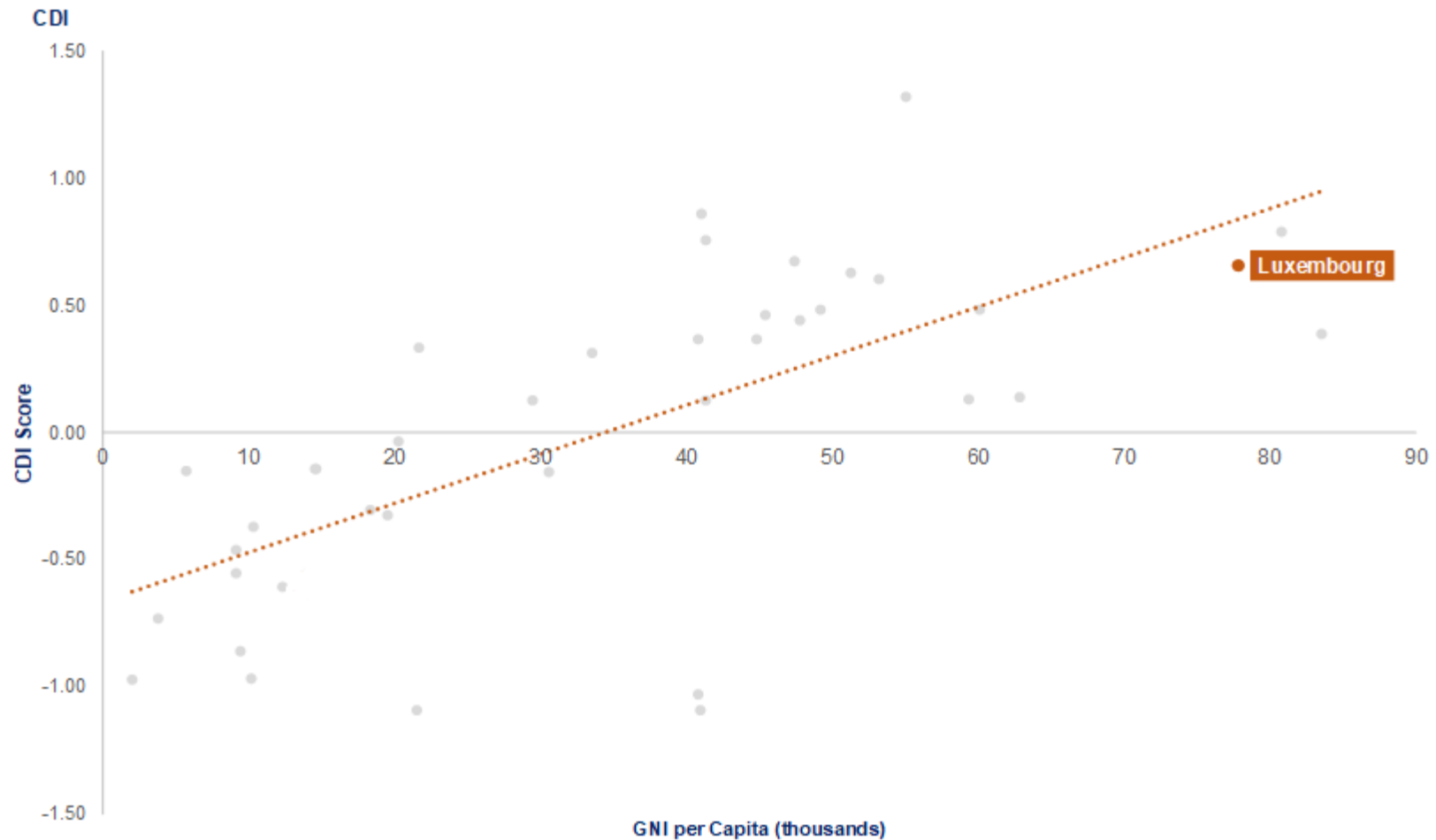


# Income Adjusting



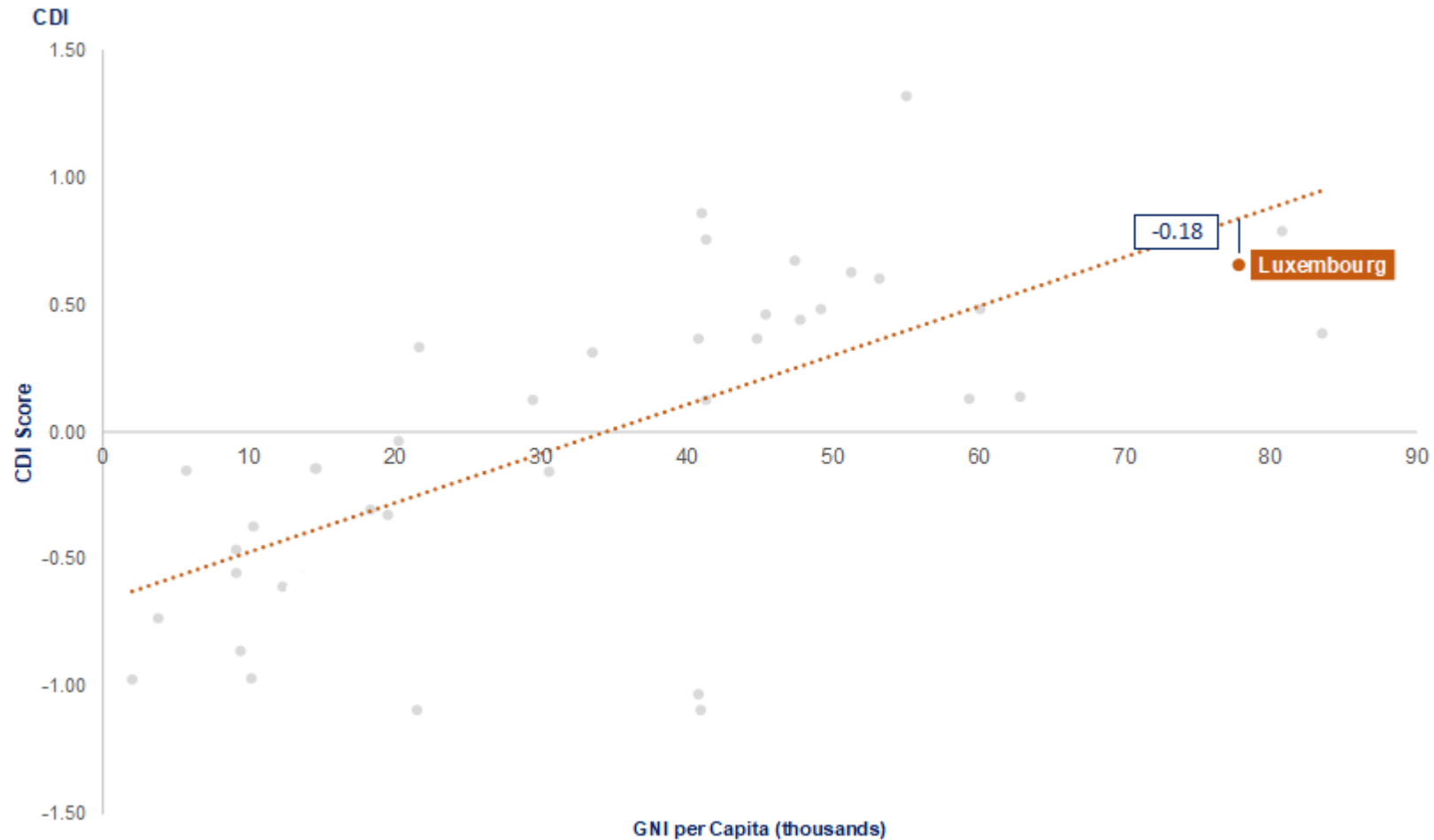


# Income Adjusting





# Income Adjusting





# Income Adjusted Score: 30th

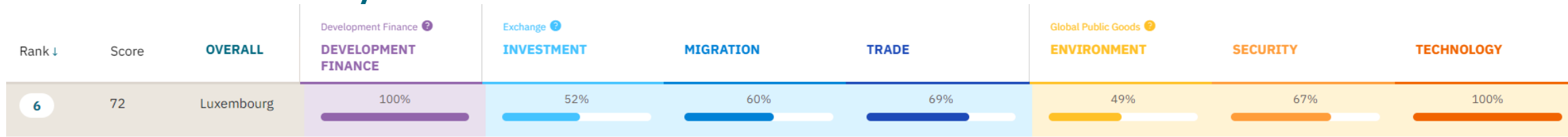
- 0.18 below income predicted Score: 30<sup>th</sup> place
- Sweden 1<sup>st</sup> on this with 0.93 above predicted score
- South Africa Biggest rise: 25<sup>th</sup> to 6<sup>th</sup>
- Norway & Lux Biggest Falls: 24 places each

Country	Income Adjusted Rank	Income Adjusted Score
Sweden	1	0.93
France	2	0.73
United Kingdom	3	0.63
Portugal	4	0.58
Germany	5	0.42
South Africa	6	0.40
Italy	7	0.33
Netherlands	8	0.31
Belgium	9	0.25
New Zealand	10	0.25
Australia	11	0.24
Chile	12	0.24
Hungary	13	0.24
Czechia	14	0.24
Spain	15	0.22
Austria	16	0.20
Finland	17	0.19
Canada	18	0.17
Turkey	19	0.10
Brazil	20	0.03
Slovak Republic	21	0.01
Japan	22	-0.01
Denmark	23	-0.01
Greece	24	-0.04
Mexico	25	-0.06
South Korea	26	-0.08
Norway	27	-0.10
Indonesia	28	-0.14
Poland	29	-0.16
Luxembourg	30	-0.18
Argentina	31	-0.18
India	32	-0.35
Ireland	33	-0.35
China	34	-0.38
United States	35	-0.41
Russia	36	-0.50
Switzerland	37	-0.56
Saudi Arabia	38	-0.84
Israel	39	-1.15
UAE	40	-1.22





# Summary & Conclusions



- Lux - strong overall commitment to development
- Leaders in Development Finance & Tech
- Where can Lux do more?
  - Substantial room for improvement in GHG emissions
  - EU role? (Agriculture, Intellectual Property rights?)

## Possible Discussion:

- 1) Any questions on the results?
- 2) Where is it politically viable to do more?
- 3) Feedback on our approach





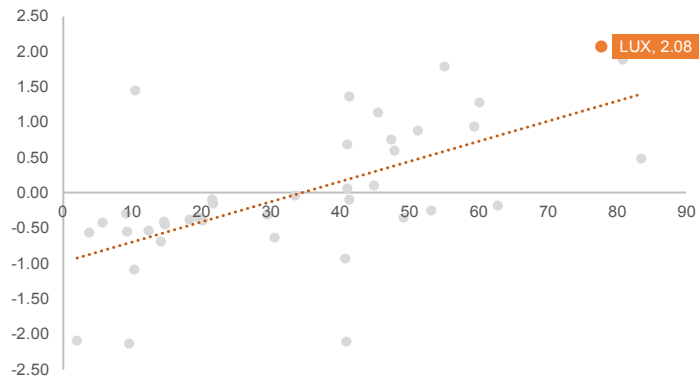
# Supplementary slides



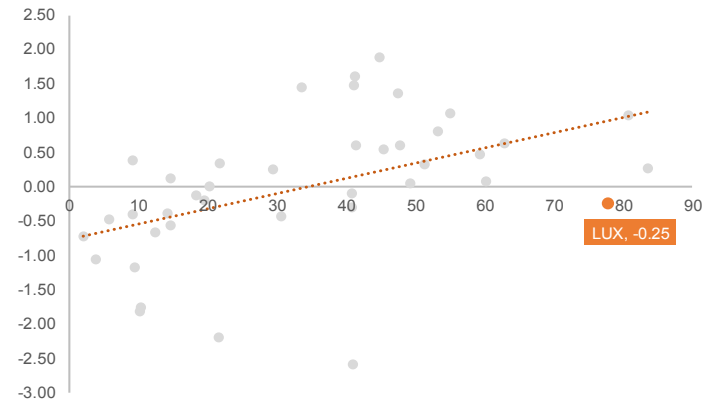


# Income Adjusting: Component Level

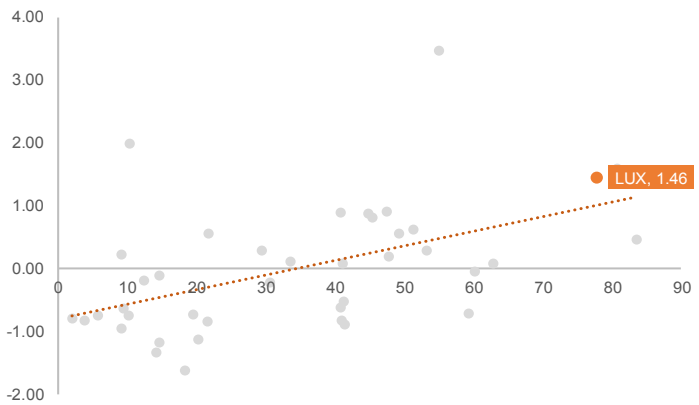
Development Finance



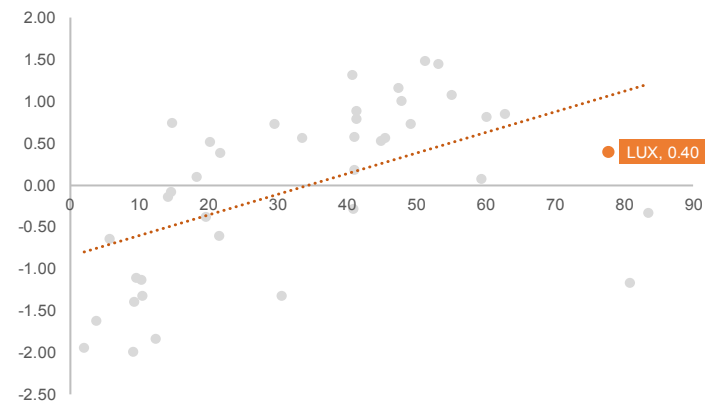
Investment



Migration



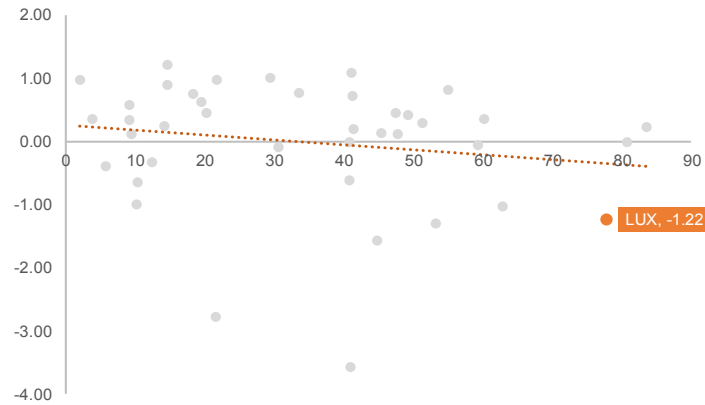
Trade



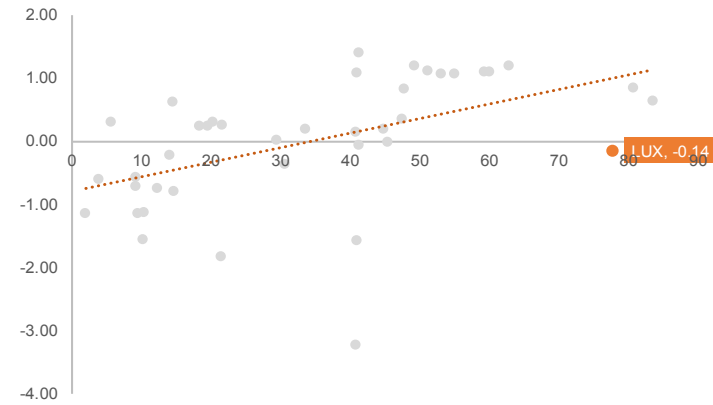


# Income Adjusting: Component Level

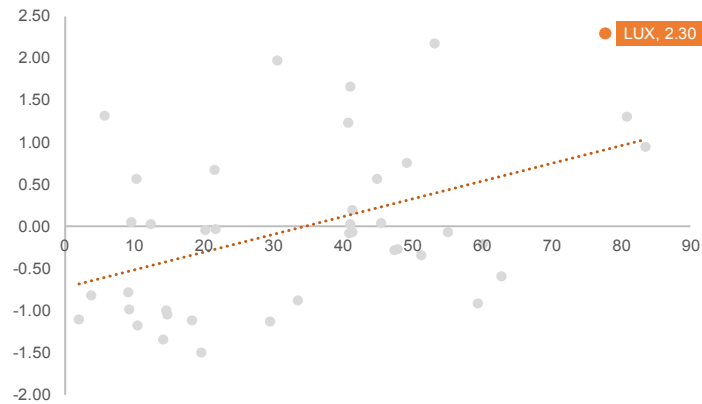
Environment



Security



Technology



## CDI 2020 overall results

Country	Overall Rank	Development Finance	Exchange			Global Public Goods			Income-adjusted rank
			Investment	Migration	Trade	Environment	Security	Technology	
Sweden	1	3	6	1	5	7	8	20	1
France	2	15	3	18	14	2	7	4	2
Norway	3	2	7	3	33	26	10	6	27
United Kingdom	4	5	2	24	10	10	1	21	3
Germany	5	10	5	5	4	14	14	25	5
Luxembourg	6	1	26	4	19	36	26	1	30
Netherlands	7	9	16	9	1	19	4	26	8
Australia	8	21	8	13	2	37	9	2	11
Austria	9	25	21	10	12	15	2	9	16
Denmark	10	6	20	20	9	17	5	23	23
Belgium	11	7	12	8	15	23	24	15	9
Finland	12	12	11	16	6	25	11	24	17
Switzerland	13	13	17	12	27	21	12	8	37
Canada	14	14	1	7	17	38	20	11	18
New Zealand	15	36	23	6	3	27	22	7	10
Portugal	16	19	15	11	20	5	17	18	4
Italy	17	16	4	17	16	8	21	30	7
United States	18	20	9	19	8	35	3	27	35
Ireland	19	8	13	27	23	28	6	31	33
Spain	20	23	18	14	13	3	23	37	15
Japan	21	18	10	35	7	22	25	13	22
Czechia	22	27	22	37	18	13	16	19	14
Chile	23	30	32	21	11	1	33	34	12
Hungary	24	28	19	38	24	6	13	33	13
South Africa	25	29	31	30	30	31	15	5	6
South Korea	26	34	30	23	34	29	28	3	26
Slovak Republic	27	26	24	40	22	9	19	36	21
Greece	28	24	25	28	28	11	18	40	24
Turkey	29	4	37	2	35	33	34	38	19
Brazil	30	22	29	15	40	12	29	28	20
Poland	31	35	28	39	25	20	27	39	29
Mexico	32	32	14	36	36	18	31	32	25
Argentina	33	31	33	22	38	30	32	16	31
Indonesia	34	33	35	33	37	16	30	29	28
China	35	40	36	26	31	24	36	14	34
Russia	36	37	38	29	32	34	37	12	36
India	37	38	34	31	39	4	35	35	32
Israel	38	39	27	25	26	32	40	22	39
Saudi Arabia	39	17	39	34	29	39	39	10	38
UAE	40	11	40	32	21	40	38	17	40

# Commitment to Development Index 2020



## Luxembourg

### Overall

Luxembourg ranks 6th overall in the 2020 Commitment to Development Index. It leads on technology and development finance but could improve most on environment and security.

After we "income-adjust" Luxembourg's score relative to an expected score based on its relatively high income, its rank falls to 30th place. Full income-adjusted results are at the end of the country report.

### Development Finance

Luxembourg ranks 1st in the development finance component. It gave 0.97 percent of its GNI in development finance, the most of all OECD Development Assistance Committee members, and it thus ranks 2nd on quantity overall. Thirty percent of its finance is channelled through multilateral institutions and it does very well on the quality of its bilateral finance. It refrains from tying aid to provision of its own goods and services, reports its finance in a highly transparent manner, and has a strong focus on poor countries. Luxembourg could improve its aid quality further by increasing its focus on fragile countries.

### Investment

Luxembourg ranks 26th in the investment component. It is in the top half of the table on addressing financial secrecy, with strengths in bilateral treaties providing for information exchange upon request, anti-money laundering, and low banking secrecy. Luxembourg has room for improvement in multilateral exchanges of financial account information and beneficial ownership reporting. Luxembourg supports the Extractive Industries Transparency Initiative but is not a member of the Kimberley Process and is assessed as having only 'limited to no enforcement' of the OECD's Anti-bribery Convention. It also scores below its OECD peers on the degree of development policy space it permits in its bilateral investment agreements.

When we score countries relative to their income, Luxembourg's rank on the investment component drops 10 places to 36th.

### Migration

Luxembourg ranks 4th in the migration component. It hosts the second-highest number of migrants relative to population, after (inversely) weighting these by their origin country incomes. It could improve its score further by ensuring a better gender balance among its migrants. Luxembourg performs respectably on hosting refugees and has good migrant integration policies; it could demonstrate further commitment in this regard by ratifying the Migration for Employment Convention and the Migrant Workers Convention.

### Trade

Luxembourg ranks 19th in the trade component. As an EU member it scores well on having low tariffs, but at 20 percent of production value, its agricultural subsidies are higher than most (the CDI average is 15 percent). Luxembourg could improve on the trade component by improving its trade infrastructure and lowering restrictions on services trade.

When we score countries relative to their income, Luxembourg's rank on the trade component drops 12 places to 31st.

### Environment

Luxembourg ranks 36th in the environment component. Its production of fossil fuels per capita (when scaled by the carbon intensity of their emissions) is the lowest of all CDI countries, and its subsidies for carbon-intensive fuels relative to its GNI is the second lowest. It has signed up to all major environmental treaties we examined, and as a landlocked country, gives no fishing subsidies. Luxembourg has some of the highest direct and indirect greenhouse gas emissions per capita, which is mostly driven by the indirect emissions embodied in its imports. Luxembourg could improve its score by importing fewer carbon-intensive products and by increasing the price it puts on carbon emissions, thereby better reflecting the wider costs to society.

### Security

Luxembourg ranks 26th in the security component. Its performance is average on the contributions of funding and troops for peacekeeping missions. We were unable to assess the gender balance of its peacekeepers because its troops were not sent to UN missions (where such data is recorded). Luxembourg and its partners should work towards ensuring higher data reporting standards. Luxembourg's arms exports were a very small share of its economy and it has ratified all the major security conventions we examined.

On health security, Luxembourg scores in the lower part of the table for safeguarding against antibiotic resistance, with relatively high levels of human antibiotic consumption, and scored last on the global health subcomponent. Luxembourg could improve on this by increasing its prevention capabilities for health threats.

### Technology

Luxembourg ranks 1st in the technology component. The Luxembourg government allocated a relatively large amount of funding to research and development (R&D), although its tax incentives for private research were a lower share of its GNI than most CDI countries. A very high proportion of its students were foreign and from poor countries, and its international research collaborations gave good representation to researchers from poor countries. Luxembourg could still improve on this component by insisting on fewer of the intellectual property rights safeguards that go beyond the World Trade Organization standard in historic and EU bilateral trade and investment agreements.